

News-dayFR

ACCUEIL DERNIÈRES NOUVELLES ENTREPRISE TECHNOLOGY LOCAL SPORT DIVERTISSEMENT

TRENDS AUJOURD'HUI

News Day FR > Trends

La Suisse était en crise en 1994 –

Actualités

TRENDS delphina. New 5 days ago REPORT



Après l'expiration du délai de blocage de 30 ans, les documents du Conseil fédéral de 1994 sont désormais accessibles au public. Ce fut une année au cours de laquelle la Suisse s'est retrouvée dans une situation difficile en termes de politique étrangère et européenne.

La politique étrangère suisse dans une impasse

Lorsque vous lisez les documents, divers sujets semblent étonnamment actuels. Le dirigeant syrien Hafez al-Assad s'est entretenu avec le président américain Bill Clinton au sujet de la paix au Moyen-Orient lors d'un sommet finalement infructueux à Genève. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a discuté de l'aide aux territoires palestiniens avec des représentants du Conseil fédéral à Berne.

L'importance massive de la question européenne était certainement au centre. Quand on lit les documents, il est étonnant de constater à quel point les discussions sont similaires aujourd'hui.

La Suisse négocie actuellement des contrats bilatéraux avec l'UE, mais aucune conclusion n'est encore en vue. «L'importance massive de la question européenne était certainement au centre. Quand on lit les documents, on est stupéfait de voir à quel point les discussions sont similaires aujourd'hui», déclare Sacha Zala, professeur d'histoire à l'Université de Berne et directeur du Centre de recherche sur les documents diplomatiques suisses.

Des résultats de vote difficiles

Les négociations avec l'UE se trouvaient déjà dans une phase difficile – et les résultats des votes en Suisse ont rendu les négociations encore plus difficiles. Le 20 février 1994, l'initiative alpine a été adoptée, qui prévoyait le transfert du transport de marchandises en transit de la route au rail.

Légende:
L'initiative alpine a permis aux habitants d'Altdorf de descendre dans la rue même sous la pluie.

KEYSTONE/Str

Le Conseil fédéral avait en vain mis en garde contre cette initiative. Une apparition du ministre des Transports de l'époque, Adolf Ogi, qui a adressé des reproches aux représentants du canton d'Uri, en proie à des problèmes de circulation, dans l'émission télévisée «Arena», s'est probablement révélée contre-productive.

L'UE a réagi avec dépit au vote oui. Cela était également évident au printemps 1994

Visite du commissaire européen Hans van den Broek en Suisse.

Toutefois, à l'automne, le Conseil fédéral a présenté une proposition compatible avec l'Europe pour mettre en œuvre cette initiative. La situation s'est détendue.

Crise de confiance et pourtant toujours un succès

En 1994, le Conseil fédéral connaît de nouvelles défaites électorales douloureuses. Le 12 juin, trois propositions du Conseil fédéral ont été sabordées : non au déploiement des casques bleus suisses, non à une naturalisation plus facile des jeunes étrangers, non à l'article sur le financement de la culture. Le Conseil fédéral lui-même a reconnu l'existence d'une crise de confiance – et en a également parlé lors d'un débat interne.

Qu'est-ce que Dodis ?

Ouvrez la boîte
Boîte à zuklappen

Légende:
Keystone/Peter Schneider

Le Centre de recherche sur les documents diplomatiques suisses Dodis se présente comme le centre de compétence indépendant pour l'histoire de la politique étrangère suisse et des relations internationales en Suisse. Le centre de recherche sélectionne des documents clés et en publie des milliers chaque année dans une base de données accessible au public.

Les documents proviennent principalement des Archives fédérales. La période de protection expire après 30 ans. A partir du 1er janvier 2025, les documents de 1994 seront librement accessibles au public et aux chercheurs.

Dodis est un institut de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSC). Dodis est dirigé par l'historien Sacha Zala. Le centre de recherche est largement financé par le gouvernement fédéral.

Le Conseil fédéral a au moins pu enregistrer un succès électoral important à l'automne 1994.

Après un vote parfois houleux, la loi contre le racisme a trouvé une majorité lors du référendum: plus de 54 pour cent de la population a voté oui.

Une apparition réussie du Conseil fédéral à l'«Arène» y a cette fois contribué. Otto Stich s'est battu courageusement pour la loi antiraciste dans l'émission.

La politique étrangère est une politique intérieure

Le Conseil fédéral a lui aussi tiré les leçons de l'année difficile de 1994. Mener la politique étrangère et européenne en secret et l'expliquer uniquement à des experts ne fonctionne définitivement plus. « 1994 est l'année où l'interdépendance de la politique intérieure et de la politique étrangère est devenue la plus évidente jusqu'à présent », déclare Sacha Zala.

Les progrès en matière de politique étrangère et européenne ne sont possibles que si les idées et les approches sont soutenues par la politique intérieure. C'est l'idée centrale de 1994. Une idée qui s'applique encore aujourd'hui.

For Latest Updates Follow us on Google News

CONTENU PROMU